

LIVRET DE BONNES PRATIQUES

2021

INITIATIVES POUR UNE RELANCE DURABLE
DANS LES MONTAGNES EUROPEENNES



Table des matières

Agriculture & développement rural	1
Paiements agro-environnementaux basés sur les résultats pour protéger les pâturages de montagne.....	1
MapLoup : un portail de vigilance et d'analyse de la prédation pour les éleveurs et les acteurs du territoire	3
Education & formation	5
Piccole Scuole : l'enseignement à distance pour maintenir les écoles dans les villages isolés	5
ODISSEU : des stages en milieu rural pour stimuler l'emploi des jeunes	7
Energie	9
Cozzano : un Village durablement Intelligent	9
Environnement & climat	12
Des itinéraires de randonnée pour explorer les impacts du changement climatique sur les montagnes	12
Redonner vie aux prairies slovènes.....	14
Forêts & filière bois	16
Revitaliser la filière bois des Piccole Dolomiti par la production locale de charbon de bois	16
Jeunesse	18
Une boîte à outils pour mieux impliquer les jeunes dans la gouvernance de la montagne.....	18
Mobilité & infrastructures	21
Sarantaporo community network: a social innovation to connect people	21
Flugs : voitures électriques partagées pour un transport peu coûteux et durable.....	23
Produits de montagne	25
Rørosrein : un goût de tradition et de diversification	25
Mon Lait: qualité, durabilité et revenu équitable dans le même verre de lait	27
Services d'intérêt général	29
Un service de livraison au village pour la population rurale vieillissante.....	29
Un hôpital transfrontalier pour pallier le manque de soins médicaux dans les Pyrénées	31
Maternité Alpine : l'innovation sociale améliore les soins de santé en zones de montagne.....	33
Tourisme durable	35
Former les artisans à l'écotourisme : un atout pour le tourisme durable dans les Carpates.....	35

Cette brochure est le fruit du travail d'échange et de partage de bonnes pratiques mené par Euromontana sur l'année 2020 dans le but de faire connaître des initiatives innovantes pour le développement durable des zones de montagnes en Europe.

Janvier 2021.





Paiements agro-environnementaux basés sur les résultats pour protéger les pâturages de montagne

Dans les régions de Târnava Mare et de Pogányhavas, en Roumanie, les espèces des prairies de montagne sont menacées en raison de la détérioration des habitats. Pour protéger la biodiversité de ces zones de montagne, la Fundatia ADEPT a travaillé avec le gouvernement roumain pour tester l'efficacité des régimes de paiement agroenvironnemental basés sur les résultats.

Agriculture et restauration des habitats

Dans les régions de Târnava Mare et de Pogányhavas, en Roumanie, les habitats de prairies riches en espèces font partie des nombreuses terres agricoles à Haute Valeur Naturelle (HNV) de la Roumanie. Ces habitats de prairie présentent une diversité floristique parmi les plus élevées au monde et abritent des populations importantes d'une faune rare de vertébrés et d'invertébrés. Toutefois, 5 000 hectares de cette zone sont menacés par le surpâturage dans la plupart des sites accessibles et par l'abandon des prairies moins accessibles (ce qui entraîne l'extension des broussailles épineuses). Les effets de la détérioration des prairies sèches roumaines sont manifestes mais encore facilement réversibles par le rétablissement de la gestion traditionnelle.

La [Fundatia ADEPT](#) - une ONG de conservation de la biodiversité et de développement rural basée à Saschiz, en Roumanie - a travaillé aux côtés du gouvernement roumain pour préserver et améliorer le statut de conservation des prairies permanentes sèches (principalement des prairies de foin et des pâturages) dans ces deux régions, en testant la pertinence et la viabilité des régimes de paiements agroenvironnementaux basés sur les résultats. Ces régimes de paiement ont été utilisés pour financer des méthodes de gestion qui produisent un foin de bonne qualité et protègent les espèces sauvages à long terme.

Activités menées

Les experts du projet ont mené des études pour tester l'éligibilité des prairies proposées par les agriculteurs pour ces régimes de paiement. À cette fin, les experts ont sélectionné et étudié 30 espèces ou groupes d'espèces comme indicateurs de prairies HVN, car elles ne poussent que dans des prairies de foin gérées à faible intensité, et sont associées à une grande richesse en espèces végétales et animales ainsi qu'à un foin de bonne qualité.

La Fundatia ADEPT a signé des contrats de trois ans avec 73 agriculteurs éligibles et a effectué les paiements (un en 2016, un en 2018).

Pendant une période de trois ans (2016-2019), il a été demandé aux agriculteurs d'enregistrer annuellement la présence (ou non) d'espèces appartenant à la liste et de faucher les prairies au moins une fois par an, avec une première coupe après le 10 juin afin de permettre les contrôles. En contrepartie, les agriculteurs ont reçu des paiements de 213 à 259 € par hectare en fonction du nombre d'espèces enregistrées.



Ressources et mise en œuvre


Le [projet](#) a été développé entre 2015 et 2019 et financé par la DG Environnement et la Deutsche Bundesstiftung Umwelt, avec un budget de 145 000 €.

Au niveau local, le projet s'est révélé très populaire auprès des agriculteurs, qui apprécient la flexibilité qu'il offre et ont envoyé de nombreuses candidatures pour y participer. Grâce aux régimes de paiements agroenvironnementaux basés sur les résultats, les agriculteurs ont la liberté de gérer leurs prairies en fonction des conditions locales et du climat, et ils sont directement récompensés pour le service qu'ils rendent à la nature.

La Commission européenne a financé [d'autres projets pilotes](#) pour l'adoption de ce type de paiements en Irlande, au Royaume-Uni et en Espagne. Des projets similaires sont également menés en France, en Allemagne et en Suisse.



Aspect innovant

A yellow lightbulb icon with a hand holding it, symbolizing an idea or innovation.

Au lieu des régimes agroenvironnementaux classiques - qui financent la mise en œuvre de pratiques de gestion spécifiques - les régimes agroenvironnementaux basés sur les résultats financent des effets concrets : avec la présence de certaines espèces comme indicateurs de prairies de bonne qualité. De cette manière, le rôle des agriculteurs est moins contraint par les exigences européennes/nationales en matière de définition de pratiques de gestion appropriées et cela valorise plutôt leur expertise, leur connaissance du territoire et leur capacité à adapter leurs pratiques au fil du temps.



MapLoup : un portail de vigilance et d'analyse de la prédation pour les éleveurs et les acteurs du territoire

MapLoup est un portail de données sur la prédation avec une interface de visualisation en ligne. Créé en 2019 dans la région Auvergne-Rhône-Alpes par le Réseau Pastoral Auvergne-Rhône-Alpes et l'Union pour la Sauvegarde des Activités Pastorales et Rurales (USAPR), il permet aux éleveurs, aux bergers et aux élus d'accéder en temps réel aux données relatives aux loups de manière claire, centralisée et rapide.

Un état des lieux de la prédation pour les éleveurs et décideurs

EN SAVOIR +

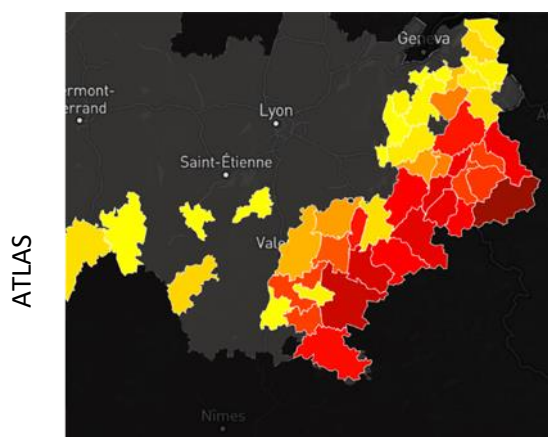
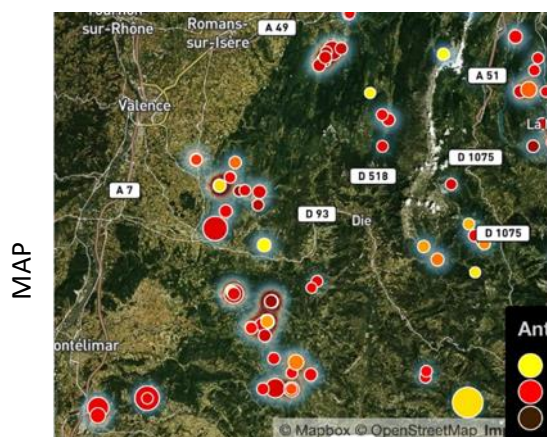
Le portail [MapLoup](#) fournit en temps réel et sur la durée un état des lieux de la prédation à différentes échelles administratives, du niveau régional à l'échelon communal. Le portail inclut les données en cours de saison, liées aux demandes de constats, afin de pouvoir suivre l'actualité de la prédation et fournit également des résultats consolidés sous formes de graphiques et de tableaux afin d'analyser la prédation à diverses échelles. D'abord testé sur le Massif de Belledonne en 2017, le dispositif s'est étendu au fil des années pour couvrir actuellement une grande partie du massif alpin et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Cet outil permet d'une part de donner aux éleveurs des données en temps réel et fiables sur les demandes de constats laissant préjuger de la présence du loup dans leurs secteurs. D'autre part le système de fournit aux élus, administrations et partenaires du territoire des éléments cartographiés et chiffrés d'information sur l'année en cours et d'analyse sur les années précédentes. L'ensemble permet de faciliter une analyse commune de la prédation et nourriront les initiatives et processus de soutiens aux éleveurs et bergers.

Éleveurs, élus et décideurs, après inscription au portail MapLoup, sont directement informés de toute nouvelle demande de constat par une notification SMS, lorsqu'une nouvelle alerte est réceptionnée par les services pastoraux, opérateurs du système.

Une carte et un atlas

L'accès aux données de MapLoup est libre et gratuit pour tous les internautes. Le portail MapLoup offre deux outils de visualisation des données, afin d'appréhender l'information instantanée ou les tendances durables. Dans les deux cas, des frises chronologiques sont proposées afin de visualiser les progressions au fil du temps.



MAP : la carte dynamique des points correspondant aux suspicions d'attaques de loup renseignée par les services pastoraux de Savoie, d'Isère et de la Drôme. Cet outil a été amélioré avec le temps et offre dorénavant une interface plus fluide et génère également, pour les acteurs en ayant fait la demande, la notification (par SMS ou courriel) d'attaque dans un rayon d'environ 10 km du point d'attaque.

ATLAS : la carte qui fournit de manière interactive et sur la durée un état des lieux de la prédation à différentes échelles administratives, du niveau communal à régional.

Des données fiables et en temps réel

Les données consolidées proviennent :

- Pour l'atlas, des services d'Etat (Géoloup, qui référence les attaques constatées ayant donné lieu à indemnisation. Ces données sont fournies de manière anonymisée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de la région Auvergne-Rhône-Alpes)
- Pour le volet MAP, des données collectées au moment des demandes de constats.

Le dispositif permet donc de suivre tant la présence durable du loup dans les zones dites de présence permanente que sa présence occasionnelle.

Acteurs impliqués dans le projet

La construction et les évolutions de ce portail sont discutées au sein d'un comité de pilotage composé du Réseau Pastoral AuRA et de ses partenaires techniques et financiers, des Directions Départementales des Territoires, de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes (DRAAF), de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et de l'Institut de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE).

Suite au bon accueil de MapLoup par les éleveurs, les bergers, les élus locaux et les pouvoirs publics, il est envisagé avec les prestataires INRAE et USAPR de consolider le dispositif et de l'étendre à court terme vers les départements de Haute-Savoie et de l'Ardèche ainsi que vers une partie de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il s'agit ainsi de proposer une donnée unifiée sur ces échelles.

Ce projet a été construit en partenariat avec l'Union pour la Sauvegarde des Activités Pastorales et Rurales (USAPR) et grâce à la mobilisation des données de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Ce projet a reçu le soutien financier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. L'INRAE Grenoble assure la réalisation logicielle du projet.



Aspect innovant

MapLoup met les données régionales de prédation au service non seulement des décideurs politiques mais également des éleveurs et des bergers. Son système de notification en temps réel en fait un véritable outil de prévention contre les attaques de troupeau.





Piccole Scuole : l'enseignement à distance pour maintenir les écoles dans les villages isolés

Le Mouvement Piccole Scuole est un réseau de petites écoles créé par INDIRE, l'Institut National Italien pour la Documentation, l'Innovation et la Recherche Pédagogique. Le mouvement vise à offrir l'égalité des chances en matière d'éducation dans les villages éloignés, en particulier dans les zones de montagne et les îles. Les technologies TIC sont utilisées pour connecter les petites écoles afin qu'elles puissent partager des classes pour certaines matières mais aussi pour faire travailler les élèves sur des projets communs. L'objectif général est de soutenir la survie des écoles des villages et de lutter contre le dépeuplement.

EN SAVOIR +

Des outils technologiques pour partager les classes et les projets

Le Mouvement des Petites Ecoles a été créé en 2017 par 60 petites écoles et regroupe actuellement 390 établissements, 2.284 complexes scolaires, 986 classes à plusieurs niveaux, 193.762 élèves, et 27.074 enseignants. Un grand nombre de ces écoles se trouvent dans les 72 zones intérieures du territoire italien. Pour la durabilité des petites écoles, le Manifeste du mouvement se fonde sur trois piliers qui capitalisent sur les forces communes de ces établissements : être des communautés d'apprentissage de qualité, disposer des technologies pour soutenir l'inclusion sociale, et utiliser l'expérience des classes multiniveaux comme une ressource et non comme une contrainte.

En utilisant les Technologies de l'Information et de la Communication et les pratiques d'apprentissage à distance, l'initiative connecte les écoles du réseau pour partager des classes et des projets communs. Le projet cible en particulier les petites écoles où le nombre limité d'élèves oblige à créer des classes multiniveaux. Des outils de vidéoconférence sont utilisés pour :

- Leçons partagées : deux ou plusieurs classes de différentes écoles sont réunies pour suivre le même cours et peuvent échanger. L'enseignement partagé est particulièrement intéressant pour les écoles ayant des classes composées de plusieurs niveaux, car il permet à l'enseignant de se concentrer sur un certain groupe d'âge à un moment donné de la journée tandis qu'un autre groupe d'âge suit à distance un cours plus adapté à son niveau. Il s'agit d'un « environnement hybride » combinant à la fois des interactions numériques et physiques.
- Environnement d'apprentissage étendu : une ou plusieurs classes de différentes écoles travaillent en ligne sur un projet commun et organisent des rencontres entre enseignants et élèves. Dans ce cas, l'enseignement à distance n'est pas destiné à remplacer l'enseignement physique, mais plutôt à compléter les pratiques d'enseignement traditionnelles et à encourager l'interaction entre les enseignants et les élèves de différentes écoles. Cela aide les élèves à acquérir des compétences numériques sur le plan pédagogique.

Les deux méthodes ont été précisées dans les « Manuels des petites écoles », où des lignes directrices sur les outils et des conseils opérationnels sont disponibles, et découlent généralement de travaux de recherche conjoints entre les classes et INDIRE.

Lors de la crise du COVID-19, le Mouvement Piccole Scuole a également soutenu l'émergence d'un réseau de solidarité lancé par INDIRE avec la création d'ateliers qui ont permis aux enseignants de maintenir le lien entre les petites écoles et le territoire, de promouvoir le milieu familial comme un

Crédits Piccole Scuole



laboratoire éducatif actif et de favoriser un changement de vision de l'école qui va vers une alliance pédagogique avec les territoires en incluant les communautés locales dans la vie de l'école.

Le soutien de la recherche

INDIRE est l'Institut National pour la Documentation, l'Innovation et la Recherche Pédagogique et fait partie du Ministère de l'Education italien. Son objectif est de favoriser la pérennité des écoles dans les territoires géographiquement défavorisés, de maintenir une présence éducative et culturelle et de lutter contre le phénomène de dépeuplement. Cet objectif est poursuivi par le groupe de recherche « Innovation méthodologique et organisationnelle dans les petites écoles », composé de chercheurs et de collaborateurs engagés pour soutenir les écoles les plus isolées : Giuseppina Rita Jose Mangione, Giuseppina Cannella, Laura Parigi, Maeca Garzia, Stefania Chipa, Michelle Pieri, Alessandra Anichini, Rudi Bartolini, Lorenza Orlandini, Francesca De Santis. Tania Iommi and Anna Tancredi.

Grâce à des études de cas et des expérimentations qui mettent en relation des enseignants de petites écoles et des chercheurs, INDIRE explore une pédagogie innovante pour les petites écoles avec des classes multiniveaux qui ont du mal à fonctionner efficacement. INDIRE soutient également les enseignants dans la transition vers l'éducation numérique et l'utilisation des outils TIC. Les chercheurs ont d'abord analysé le contexte éducatif et technologique de ces écoles à travers des études de cas afin d'optimiser l'utilisation des pratiques d'enseignement à distance. Le réseau propose également, depuis 2018, des universités d'été, des boîtes à outils et des webinaires pour aider les enseignants et nourrir la réflexion sur l'interaction entre éducation et territoire.

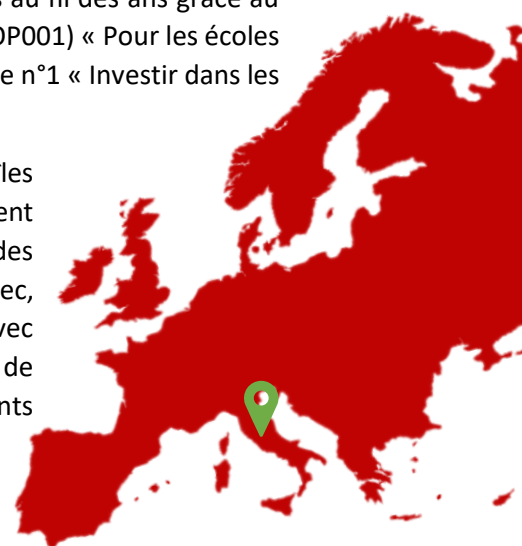


Crédits Piccole Scuole

Ressources

INDIRE intervient sur la formation des enseignants et des directeurs d'école, notamment sur la pédagogie et l'expérimentation en classe, les visites d'étude et les expériences dans les petites écoles de différents territoires, ainsi que sur les techniques à utiliser au quotidien qui sont présentées dans les ateliers territoriaux lors des écoles d'été itinérantes et annuelles d'INDIRE. Plus de 120 enseignants ont été formés à des méthodologies spécifiques au fil des ans grâce au soutien du Programme Opérationnel National Multi-Fonds (2014IT05M2OP001) « Pour les écoles - compétences et environnements d'apprentissage 2014-2020 », sous l'axe n°1 « Investir dans les compétences, l'éducation et la formation tout au long de la vie ».

Pour mieux comprendre les besoins des zones montagneuses ou des îles isolées et proposer une éducation de qualité, INDIRE collabore également avec divers réseaux et institutions tels que l'Association Nationale des Municipalités Italiennes (ANCI), les Ecoles Eloignées en Réseau au Québec, mais aussi l'OCDE et le RERD du côté du développement rural, ainsi qu'avec des organismes de recherche tels que l'Association Européenne de Recherche Pédagogique et l'Association pour la Formation des Enseignants en Europe.



Aspect innovant

Piccole Scuole aide à résoudre les problèmes rencontrés par les classes multiniveaux dans les petites écoles en utilisant l'enseignement à distance pour maintenir une éducation de qualité dans les villages de montagne. De la même manière que le partage des ressources et du personnel dans le secteur du tourisme ou des soins de santé peut contribuer à maintenir l'offre dans les zones de montagne, le partage des créneaux d'enseignement peut être une solution pour préserver les petites écoles et la population des villages. L'initiative encourage également les interactions entre enseignants et chercheurs pour trouver des solutions à un problème qui n'est pas vraiment traité pour l'instant.



ODISSEU : des stages en milieu rural pour stimuler l'emploi des jeunes

ODISSEU est un programme espagnol qui vise à faciliter le retour des jeunes dans les zones rurales grâce à l'emploi. Ce programme de la région catalane mène des activités de sensibilisation, de formation et de mise en réseau avec les entreprises rurales afin de contrebalancer le dépeuplement et la masculinisation des territoires ruraux de la région.

Des stages pour soutenir l'emploi des jeunes dans les zones rurales

ODISSEU veut contribuer à promouvoir les conditions de vie attractives et de qualité des zones rurales auprès des jeunes en relevant le défi majeur de l'emploi qualifié dans ces territoires.

EN SAVOIR +

En 2016 a été lancé le programme "Odisseu Practicum", qui offre une bourse de stage aux étudiants des universités de la région catalane. Les subventions visent à la fois à encourager leur retour dans les zones rurales et à promouvoir la compétitivité des entreprises rurales. Les stages effectués dans le cadre de ce programme doivent inclure au moins 300 heures de formation dans l'entreprise. La rétribution des stagiaires s'élève à 6 euros par heure. 50% de la rémunération des stagiaires est financée par l'entreprise d'accueil elle-même et les 50% restants sont financés par ODISSEU.

Pour sa première année en 2016, 13 subventions ont été attribuées à 11 entreprises situées dans des municipalités rurales pour accueillir des stagiaires rémunérés de la région. L'intérêt pour le programme, tant de la part des entreprises que des étudiants, s'est accru au fil des ans. Pour la plus récente édition, en 2019, 136 offres de stage ont été publiées par 51 entreprises locales et 57 subventions ont été attribuées.

Les résultats des premières années révèlent de bons taux d'intégration dans la vie professionnelle. Environ 21 % des contrats de stage ont été prolongés et, après un an, 17 % des étudiants travaillaient toujours dans leur entreprise d'accueil. Ces chiffres doivent être nuancés, car une grande partie des étudiants participant au programme souhaitent poursuivre leurs études après la fin du stage et ne pourraient donc de toute façon pas continuer à travailler dans leur entreprise. Néanmoins, plus de 60 % des étudiants interrogés ont déclaré qu'ils souhaiteraient postuler pour travailler dans l'entreprise une fois leurs études terminées.

Profil des bénéficiaires

La plupart des entreprises intéressées par le programme sont des PME. Ces petites entreprises, comptant entre 2 et 10 employés, représentent 52% des bénéficiaires du programme. Si la majorité des participants sont des entreprises privées, 40 % des structures d'accueil sont également des organismes publics.

Les statistiques collectées par ODISSEU sont intéressantes pour la réflexion sur l'emploi des jeunes en milieu rural. En effet, parmi les entreprises participantes, 64% n'avaient jamais accueilli de stagiaire et 62% ont déclaré qu'elles ne l'auraient pas fait sans le soutien du programme. Outre la dimension financière, le facteur décisif de leur participation est l'aide apportée par ODISSEU pour contacter des étudiants ayant un niveau élevé d'éducation.

Les profils les plus demandés au cours des dernières années concernaient le droit, l'économie, le tourisme, le marketing et la communication ainsi que



l'agronomie, la sylviculture et les sciences naturelles. Dans le cadre du programme, ces étudiants ont pu tester leurs compétences et leurs connaissances dans un large éventail d'organisations : de la Fondation de la Forêt de Montagne à l'Office du Tourisme de Cerdagne, en passant par les bibliothèques, les municipalités, les Groupes d'Action Locale, les entreprises de transformation des produits régionaux et les associations sociales travaillant pour l'insertion sociale ou pour les personnes handicapées.

Cependant, les étudiants en sciences sociales et humaines ont rencontré plus de difficultés pour trouver une offre de stage pertinente dans le cadre du programme. Pour les années à venir, ODISSEU veut améliorer sa communication par le biais des administrations universitaires, accroître la visibilité du programme dans les aires métropolitaines et veut promouvoir davantage la haute qualité de vie dans les zones rurales, y compris en matière de logement.



Ressources

Le programme est une initiative conjointe de la Fondation du Monde Rural et de l'Association des Initiatives Rurales de Catalogne, avec la collaboration des Groupes d'Action Locale Leader de Catalogne et du réseau des jeunes professionnels.

Il est promu par la Direction Générale du Développement Rural du Département de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation (DARP) et la Direction Générale de la Jeunesse du Département des Affaires Sociales et de la Famille.

ODISSEU est une initiative LEADER/CLLD qui répond à la priorité 6 "inclusion sociale et développement local" du Programme de Développement Rural de la région. Elle est financée par le PDR (100.214 €), le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (43.092 €) et des fonds nationaux et régionaux (57.122 €).



Aspect innovant

Les programmes de stages en milieu rural se multiplient en Espagne. Les bons résultats d'ODISSEU en termes de sensibilisation à la vie rurale et de taux d'emploi peuvent inspirer d'autres pays qui cherchent à maintenir l'attractivité des zones rurales de montagne auprès des jeunes. Ce programme peut être utilisé comme un outil de prévention dans les régions qui risquent de se dépeupler à l'avenir, au lieu de se contenter d'être purement réactif. Il peut également contribuer à créer des emplois qualifiés dans les régions rurales et à attirer de jeunes talents qui contribueront à construire des montagnes plus intelligentes.



Cozzano : un Village durablement Intelligent

Cozzano est une commune de 270 habitants, située dans la haute vallée du Taravo en Corse du Sud. Le village a entamé sa transition énergétique il y a 20 ans en investissant dans la production durable. A travers le concept de Village Intelligent, les autorités locales souhaitent mettre les technologies numériques au service de la durabilité énergétique pour accélérer la transition du village.

Le mix énergétique de Cozzano en transition

L'utilisation de la biomasse

EN SAVOIR +

Le village de [Cozzano](#) a été la première commune Corse à s'équiper d'une chaufferie à biomasse, inaugurée en 2015. D'une puissance de 100kW, la chaufferie produit de l'eau chaude qui permet de chauffer 1200m² de bâtiments dans le village, y compris la mairie, la crèche, l'école et le bureau de poste. La chaufferie est alimentée par des granulés de bois et la commune se fournit auprès de Corse Bois Energie, en attendant de pouvoir utiliser ses propres ressources de biomasse.

Pour une année de chauffage, le village consomme en moyenne 55 tonnes de copeaux de bois. Cela permet à Cozzano d'éviter chaque année la consommation de 13 tonnes de fuel et l'émission de 168 tonnes de CO₂ et permet à la mairie d'économiser sur sa facture de chauffage 15.000€ tous les ans. L'installation de la chaufferie présente aussi un intérêt socio-économique non-négligeable puisqu'elle facilite la structuration de la filière bois dans la région en encourageant la valorisation des déchets de bois dans une logique d'économie circulaire. Selon les autorités locales, la filière énergie bois est 4 fois plus créatrice d'activité économique dans la région que les autres filières énergétiques. Dans une région où les besoins en chaleur cohabitent avec les ressources forestières, cette initiative est un exemple concret de développement durable dans ses trois dimensions – environnementale, sociale et économique. D'autre part, l'un des objectifs affichés est de participer à la gestion durable des forêts de la région et de réduire le risque de feu de forêt.

Cette chaufferie est le fruit de l'appel à projet de 2012 « 25 chaudières bois », lancée par l'Agence de la transition écologique (ADEME) et la Collectivité territoriale de Corse. Son coût total s'élève à 124.330€, dont 80% ont été financés par des fonds européens (FEDER), la Collectivité territoriale de Corse et l'ADEME. 50.000€ ont été investis par la commune de Cozzano dans ce projet. Pour plus d'exemples du même type, voir nos bonnes pratiques sur la [commune d'Alzen](#) et sur la [chaîne de production de copeaux dans les Piccole Dolomiti](#).

Réseau de la chaufferie biomasse



Crédits Anne Sophie Tassart

Turbine de la microcentrale hydroélectrique



Crédits Anne Sophie Tassart

Le recours à l'hydroélectrique et au photovoltaïque

Jean-Jacques Ciccolini, maire de Cozzano, a par la suite fait placer des panneaux photovoltaïques sur le toit des logements sociaux du village. Une microcentrale hydroélectrique, sur eau potable, a été installée afin de produire de l'électricité en turbinant l'eau pendant son acheminement chez les habitants. Un autre projet de centrale hydroélectrique, sur un cours d'eau, est également en cours.

L'objectif de Cozzano est de devenir un village à énergie positive, en produisant deux fois plus d'énergie (durable) qu'il n'en consomme. Selon ses estimations, la commune devrait, à terme, être en mesure de revendre à EDF (Electricité de France) son excédent d'énergie pour une valeur de 150.000€ par an.

Smart Paesi, le numérique au service du développement durable

Désireuse de poursuivre ses efforts en matière de développement durable, la commune de Cozzano s'est impliquée dans le projet [Smart Paesi](#) – littéralement Village Intelligent en anglais et corse. Grâce au socle d'énergies durables déjà présent, ce projet local vise à accélérer la transition de Cozzano à l'aide des outils numériques. En utilisant des objets connectés et la collecte de données environnementales, les partenaires de Smart Paesi souhaitent accroître la résilience climatique et énergétique du village.

Le projet, se voulant « inclusif mais non intrusif » s'est développé avec les habitants et l'équipe municipale. Plusieurs actions sont menées en parallèle afin de collecter des données, de les visualiser et modéliser afin de pouvoir optimiser la gestion de différentes ressources naturelles. La nouvelle technologie LoRa a été déployé sur la commune : la liaison sans fil à faible consommation énergétique, souvent destinée à l'Internet des Objets et l'étude des phénomènes naturels.

Sensibilisation et aide à la prise de décision

Des capteurs sans fil de particules fines et d'ozone a été installés sur le balcon de la mairie afin de mesurer la qualité de l'air dans le village et d'aider les autorités locales dans la prise de décisions environnementales.

Un système de collecte (anonyme) des données de consommation énergétiques a été mis en place. Le numérique, et notamment l'Open Data, est de plus en plus utilisé pour accompagner la transition énergétique car cela permet d'analyser la consommation des ressources. Pour rendre les données accessibles à tous, les chercheurs du projet ont développé un outil simple de visualisation des données, permettant de sensibiliser les habitants aux économies d'énergie en leur indiquant en temps réel si leur consommation est dans les normes ou bien s'ils surconsomment, avec un simple code couleur vert ou rouge. Un outil de simulation a également été conçu ; sur la base des données actuelles, il permet d'anticiper l'évolution future de la consommation énergétique du village et aide les autorités locales dans l'adaptation des différents dispositifs.

Des actions de sensibilisation sont menées dans l'école de Cozzano. Elles ont pour objectif d'engager la réflexion des enfants sur le développement durable et la consommation des ressources, de les initier au numérique et ses utilisations possibles (Intelligence Artificielle, Open data) mais aussi de les inclure dans le projet et la communication au travers du journal de l'école.

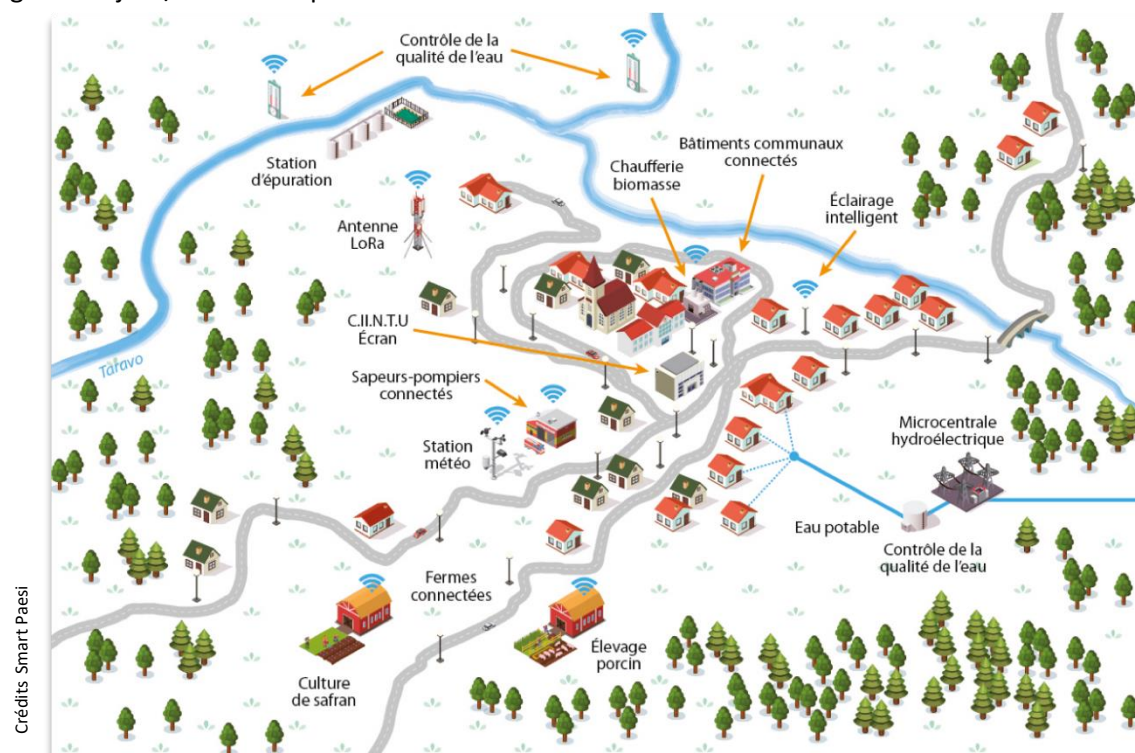
Résilience face aux risques naturels et optimisation des ressources agricoles

Deux stations météo ont été installées afin de collecter les données météorologiques utiles aux pompiers de la commune, comme la force et l'orientation du vent et le cumul des pluies. Ces données facilitent la prévention des risques naturels, notamment les crues et les feux de forêt. Cela a par

exemple entraîné une discussion sur l'emplacement stratégique des camions de pompiers, en fonction des vents, pour lutter plus efficacement contre les incendies.

Des colliers de géolocalisation ont par ailleurs été distribués à l'éleveur local de porc noirs afin de pouvoir géolocaliser chaque bête. Une technique qui se développe dans plusieurs pays et qui aide l'éleveur à faire d'importants gains de temps pour regrouper son troupeau, mais également à éviter des trajets inutiles en 4x4 à la recherche des bêtes égarées, sans compter les bénéfices pour le bien-être animal en cas de blessure d'une bête. Sur ce sujet, voir aussi notre [bonne pratique sur Terra Thessalia et FindMy](#).

Enfin, des capteurs ont été installés dans les cultures biologiques de safran. Les données collectées permettent de mesurer la qualité du sol, cruciale pour cette plante, et de réduire la consommation en eau en optimisant l'irrigation. Ces données, couplées à celles fournies par les stations météo, facilitent également l'anticipation de la récolte par l'agriculteur – car la floraison du safran se produit lorsque le gradient jour/ nuit est important.



Ressources

Le projet Smart Paesi (2017-2020) rassemble différents acteurs du territoire : une équipe de recherche en informatique de l'Université de Corse, EDF, la société Corse d'informatique SITEC et le village de Cozzano, véritable laboratoire vivant. Les porteurs du projet souhaitent démontrer la pertinence du concept de Village Intelligent dans les zones rurales ainsi que l'utilité du numérique pour résoudre les défis actuels, notamment environnementaux.

Le projet a vu le jour à la suite d'un appel à projets sur le numérique de la Collectivité territoriale de Corse et est financé par le FEDER. Smart Paesi est doté d'un budget de 1.6€ million.



Aspect innovant

Le village de Cozzano est un exemple de politique intégrée du développement durable et de gestion des ressources à l'échelle locale. La commune a réussi à développer des énergies vertes tirant partie des ressources naturelles du village et à associer les habitants et divers acteurs locaux dans une démarche durable. Certains outils numériques développés par Smart Paesi sont particulièrement pertinents pour la résilience des forêts et de l'agriculture en montagne.



Des itinéraires de randonnée pour explorer les impacts du changement climatique sur les montagnes

Les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles dans les Alpes, avec le recul des glaciers et la disparition de certaines espèces. Dans le cadre du Pacte Vert, l'Union Européenne va lancer un Pacte Climat Européen pour sensibiliser aux conséquences du changement climatique et impliquer les citoyens dans les actions climatiques. En Allemagne et en Autriche, le projet Interreg KlimaAlps veut sensibiliser au changement climatique dans les zones de montagne en établissant des itinéraires de randonnée pour découvrir les traces des impacts du changement climatique.



EN SAVOIR +

Le changement climatique affecte déjà les Alpes

Le changement climatique affecte gravement les Alpes et leurs glaciers. En 2019, une [étude](#) a démontré que les glaciers pourraient totalement disparaître dans les Alpes d'ici 2100. D'ici à 2050, 50% du volume des glaciers disparaîtra, indépendamment de la gestion des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, selon les scientifiques. Quant aux glaciers après 2050, leur avenir reste étroitement lié aux politiques climatiques mises en œuvre pour réduire les émissions.

Mais les effets sont déjà visibles aujourd'hui et l'action en faveur du climat est aujourd'hui fortement préconisée tant pour les gouvernements que pour les citoyens. Dans la région transfrontalière entre l'Allemagne et l'Autriche, le projet [KlimaAlps](#) veut encourager l'action individuelle en faveur du climat et de la protection de la nature. Pour éveiller le potentiel de protection du climat chez chacun, KlimaAlps souhaite utiliser les résultats de la recherche et les preuves scientifiques pour alimenter les réflexions et les actions en transférant la recherche vers l'éducation.

Rendre les connaissances sur le changement climatique accessibles à tous dans la région, se fera en deux temps. Premièrement, former des "éducateurs climatiques" aux conséquences du changement climatique sur les différentes ressources des montagnes, telles que l'eau et les forêts. Deuxièmement, cartographier des sites de montagne où les impacts du changement climatique sont visibles et les connecter en établissant des itinéraires de randonnée thématiques.

Former des éducateurs pour expliquer les effets du changement climatique en montagne

La formation d'éducateur climatique se compose de sept modules, conçus par des experts régionaux, qui permettent de visualiser le changement climatique dans le paysage régional. Des personnes ciblées, telles que des guides de randonnée, des enseignants, des agents de protection de l'environnement, seront formées sur les conséquences diverses du changement climatique dans la région. L'objectif est de transférer les connaissances des chercheurs aux éducateurs et de leur fournir les clés pour comprendre les interconnexions complexes entre le changement climatique et ses impacts globaux dans les territoires de montagne. Les sept modules sont :

- Changement climatique, enseigné par Climate Alliance Tyrol
- Hautes montagnes, par le Parc Naturel Zillertal Alpes
- Forêts, mené par le Service Public Forêt du Tyrol et le Parc Naturel Karwendel
- L'eau en montagne, crée par l'association Natopia, la station environnementale de Königsdorf et le Centre Benediktbeuern pour l'Environnement et la Culture
- Tourbières, enseigné par les trois organisations mentionnées ci-dessus
- Activités humaines, mené par l'équipe KlimaAlps
- Pâturages alpins, aussi par KlimaAlps

Rendre le changement climatique visible sur les chemins de randonnées

L'objectif de ces modules de formation est de permettre aux éducateurs climatiques de transmettre des connaissances au grand public de façon pédagogique et concrète grâce à des parcours de randonnée thématiques. En collaboration avec les centres de recherche environnementale et climatique du consortium, KlimaAlps cartographie les différents sites affectés par le changement climatique dans la région, afin d'obtenir une carte interactive des impacts visibles du changement climatique en montagne. Au-delà des éducateurs climatiques, la carte est conçue pour être utilisée par d'autres acteurs tels que les enseignants lors de voyages et d'excursions scolaires et par les offices de tourisme pour promouvoir une activité durable favorisant la compréhension et l'action en faveur du climat.

Un itinéraire expérimental de randonnée est en cours de création en haute montagne dans les Alpes du Zillertal, près de la [Berliner Hütte](#) - premier refuge construit dans la région en 1879 - où l'on peut voir les traces du recul des glaciers dans les environs immédiats.



Ressources humaines et financières

Le projet repose sur la participation d'un large éventail d'acteurs régionaux, des secteurs de l'éducation et du tourisme, de la recherche et de la politique, afin de renforcer l'approche holistique du changement climatique dans la région. Toute personne peut rejoindre KlimaAlps et contribuer à la sensibilisation au changement climatique dans les territoires de montagne : si vous faites des recherches sur le sujet et souhaitez transmettre les résultats aux enfants ou aux adultes ou si vous travaillez dans le secteur du tourisme et souhaitez élargir votre offre d'activités de plein air dans la région, alors [inscrivez-vous](#) pour rejoindre le réseau KlimaAlps.

Le budget total de KlimaAlps s'élève à 821.880 euros, dont 75% sont financés par le programme Interreg Autriche-Bavière 2014-2020 (environ 616.000 euros). Le gouvernement du Tyrol soutient également le projet avec une subvention de 47 000 euros.

Bien que le projet soit toujours en cours (il n'a commencé qu'en 2019 et se terminera en 2022), l'initiative donne des exemples d'actions concrètes qui peuvent être reproduites dans d'autres zones de montagne pour sensibiliser au changement climatique dans nos régions et même au-delà, compte tenu du nombre de services écosystémiques fournis à l'ensemble de la société par les montagnes, comme l'approvisionnement en eau.



Aspect innovant

L'utilisation de chemins de randonnée pour découvrir les écosystèmes de montagne ou comme outil d'intégration sociale existe déjà en Europe. La création d'itinéraires pour en savoir plus sur les effets du changement climatique sur les zones de montagne est cependant assez récente. Elle peut aider le grand public à comprendre la nature et l'étendue des dommages causés par le changement climatique et lui donner les outils pour agir. En outre, l'initiative promeut un nouveau type de tourisme durable de plein air qui peut également être pratiqué en basse saison et encourage les touristes à protéger les montagnes.



Redonner vie aux prairies slovènes

Le déclin de la biodiversité dans les paysages agricoles est problématique depuis des décennies en Slovénie, et les prairies extensives sont l'un des habitats les plus menacés du pays. Le projet LIFE « Conservation et gestion des prairies sèches en Slovénie de l'Est » traite de la conservation de la biodiversité dans les paysages agricoles.

Restaurer les prairies de montagne

L'objectif principal du projet est d'améliorer le statut défavorable des prairies sèches et d'assurer la conservation à long terme de ces habitats, ainsi que des espèces végétales et animales qui leur sont liées dans les zones suivantes : Haloze, Pohorje, Kum et Gorjanci-Radoha. Ces quatre secteurs sont confrontés à des problèmes de surcroissance et d'abandon de leur utilisation agricole, d'une part, et au problème de l'utilisation agricole inadéquate (intensive) des terres, d'autre part.

EN SAVOIR +



Ce projet LIFE, également appelé « Vie aux prairies », a contribué à la mise en œuvre d'un programme de gestion Natura 2000 (2015-2020) visant à améliorer l'état de conservation défavorable de certains des types d'habitats de prairies les plus menacés en Slovénie (prairies sèches semi-naturelles et maquis sur des substrats calcaires). L'un des défis était de trouver des opportunités pour la culture de terres agricoles délaissées, et ainsi de montrer que la production de produits agricoles de qualité et la protection de la nature peuvent être compatibles.



Activités & résultats

Parmi les actions prévues par le programme Natura 2000, citons

- La location et l'achat de prairies abandonnées pour assurer une gestion durable.
- La communication et la mise en réseau des propriétaires fonciers et des agriculteurs, afin d'assurer la gestion des terres abandonnées.
- La cartographie des zones envahies par la végétation et l'élimination de la végétation envahissante.
- L'assurance d'une gestion durable des prairies par la fourniture de matériel de pâturage et la location gratuite de faucheuses, sur la base d'accords conclus avec les propriétaires et les locataires.
- La restauration et l'établissement de vergers traditionnels ; et des activités promotionnelles et éducatives.

Le projet est toujours en cours mais, à ce jour, 81 accords avec des agriculteurs et des propriétaires fonciers ont déjà été signés et, actuellement, 181 propriétaires/locataires sont impliqués dans les activités du projet. Grâce a) à la participation des agriculteurs aux activités du projet et b) à la signature d'accords avec les agriculteurs et les propriétaires fonciers sur leur implication dans les activités du projet, ils ont réussi jusqu'à présent à assurer une gestion durable des prairies sèches sur 518 ha de terres.

Ressources & gouvernance


« Conservation et gestion des prairies sèches en Slovénie de l'Est », également connu sous le nom de « Vie aux prairies », est un projet slovène financé par le programme LIFE. LIFE finance le projet avec

une subvention de 2 923 936,00 € (75 % du budget total s'élevant à 3 898 582 €). Démarré en novembre 2015, sous la coordination de l'Institut de la République de Slovénie pour la Conservation de la Nature, le projet se terminera en octobre 2020.

Bien que le projet soit toujours en cours, il a déjà abouti à des résultats inspirants pour la restauration et la protection des prairies de montagne. Vous trouverez plus d'informations sur les zones pilotes, mais aussi du matériel didactique pour sensibiliser à l'importance des prairies de montagne sur le [site web de 'Life to grasslands'](#).



Aspect innovant

A simple illustration of a hand holding a glowing yellow lightbulb with rays emanating from it, symbolizing an idea or innovation.

Une importante campagne d'information a été menée tout au long du projet 'LIFE to Grasslands', ciblant une grande variété d'acteurs concernés (agriculteurs, ONG, gestionnaires de terres, écoles et universités, habitants locaux), ce qui est un facteur clé de succès de ce projet.



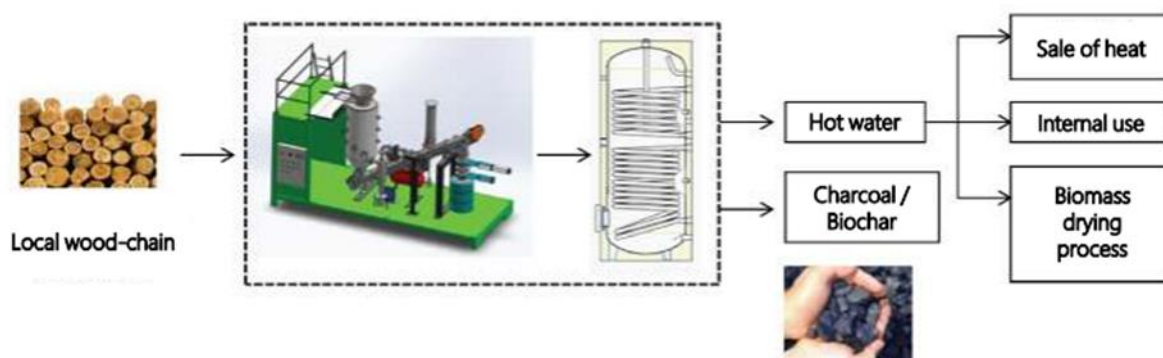
Revitaliser la filière bois des Piccole Dolomiti par la production locale de charbon de bois

Dans la région préalpine des Piccole Dolomiti, les châtaigniers font partie du patrimoine local mais ont perdu leur rôle traditionnel pour l'économie locale au cours des 50 dernières années. Les forestiers veulent restaurer la filière bois régionale en utilisant les déchets de bois pour produire du charbon de bois fabriqué localement.

Une utilisation circulaire des ressources forestières

Le bois de châtaignier a été largement utilisé dans le passé dans la région de Vénétie pour produire des poteaux, des meubles, des accessoires et des objets d'artisanat, mais la concurrence mondiale a réduit son importance sur le marché du bois. Au sein du [projet CAREGA](#) (Charbon de bois certifié pour la relance active de l'économie et la gestion environnementale des Piccole Dolomiti), les forestiers souhaitent revitaliser les territoires marginalisés par la création de nouvelles opportunités commerciales basées sur l'exploitation durable du bois local.

Afin d'améliorer la valorisation du bois et de favoriser l'utilisation des résidus de bois, les forestiers développent un prototype de centrale pour produire du charbon de bois de fabrication locale. À partir de gros copeaux de bois, la centrale peut produire 50 kg de charbon de bois par heure grâce à un processus de chauffage de la biomasse. L'excédent d'eau chaude produit pendant le processus sera une source de chauffage interne et externe. De plus, comme de nombreuses parcelles de la région sont certifiées PEFC (Programme de reconnaissance des certifications forestières), l'objectif sera d'utiliser autant que possible les résidus de bois de ces forêts. Cela permettra de vendre du charbon de bois certifié PEFC et de mettre sur le marché régional un nouveau produit local, tout en favorisant la gestion durable des forêts.



Crédits projet CAREGA project

Un produit « kilomètre zéro » à commercialiser

Le charbon produit sera d'abord fourni aux acteurs locaux pour une phase d'expérimentation afin d'obtenir un retour d'information sur la qualité du produit. Les distributeurs communiqueront sur l'existence de ce produit local et proposeront aux clients de répondre à une enquête anonyme pour évaluer l'attrait que ce produit suscite. Une tournée sera également organisée avec les opérateurs locaux afin de sensibiliser à la chaîne de valeur du charbon de bois local et au contexte historico-naturel des Piccole Dolomiti.

EN SAVOIR +



Les partenaires de CAREGA identifieront également des acheteurs potentiels et analyseront les opportunités et les défis du marché, en particulier la volonté des consommateurs de payer pour un charbon de bois produit localement.

De plus, les forestiers veulent sensibiliser un public plus large à l'importance de la gestion des forêts. 12 heures de cours de sylviculture seront programmées dans les écoles primaires de la région afin d'informer les élèves sur les forêts de leur territoire, de les sensibiliser au patrimoine naturel et à la protection de l'environnement mais aussi afin d'illustrer le potentiel d'innovation auprès de la jeune génération.

L'approche de promotion choisie est une stratégie intégrée visant à souligner l'importance du patrimoine régional, de la gestion durable des forêts et de la consommation locale.


Ressources

Le projet CAREGA est dirigé par l'Association Forestière Vicentina (Associazione Forestale Vicentina) et réunit des entreprises forestières, des chercheurs et des organisations à but non lucratif. Le projet est un Groupe Opérationnel Local du PEI AGRI entièrement financé depuis 2018 dans le cadre du Programme de Développement Rural vénitien 2014-2020.

Le budget global de 367 527,75 € est principalement consacré au développement du prototype de centrale (242 006,00 €), à l'analyse du marché (29 917,95 €) et aux activités de diffusion et de sensibilisation (25 314,60 €).



Aspect innovant



L'utilisation des déchets de bois pour produire du charbon de bois au niveau local répond aux objectifs de l'économie circulaire. Non seulement l'initiative mettra un produit "kilomètre zéro" sur le marché régional, mais elle créera également des possibilités d'emploi dans le secteur forestier des Piccole Dolomiti. Le prototype innovant de centrale peut également aider d'autres industries sur la voie de la durabilité.



Une boîte à outils pour mieux impliquer les jeunes dans la gouvernance de la montagne

De nombreux jeunes quittent les régions de montagne parce qu'ils voient peu d'opportunités sur le marché du travail et n'ont aucune perspective d'avenir. En outre, la plupart des décideurs politiques ne sont pas conscients des avantages d'une population jeune et active pour la société. Le [projet Alpine Space GaYA](#) (Gouvernance et Jeunesse dans les Alpes), financé par l'UE, a décidé de s'attaquer à ce problème en renforçant l'implication des jeunes dans la gouvernance locale et en développant de nouvelles approches pour les décideurs. Une boîte à outils a été publiée en 6 langues pour aider les élus de montagne à mieux inclure les jeunes dans la vie publique.

EN SAVOIR +

Des modèles inspirants de gouvernance à reproduire

La [boîte à outils de GaYA](#) sur la participation des jeunes présente différents exemples de gouvernance participative mise en œuvre dans l'espace alpin. Des modèles ruraux aux initiatives dans des villes comme Villeurbanne, en France, ces exemples illustrent les possibilités de mieux prendre en compte les besoins et les idées des jeunes. Ces modèles ont été classés sur une échelle de participation, allant de l'écoute des désirs des jeunes (niveau 1) et de la prise en compte de leurs opinions (niveau 3) au partage du pouvoir et des responsabilités (niveau 5).

Dans le comté des Grisons, en Suisse, la plupart des équipements dédiés à la jeunesse se trouvent dans les villes alors que les vallées reculées manquent d'équipements. JugendMobil est un centre de jeunesse mobile, entièrement équipé, qui est stationné pour une durée déterminée dans une communauté qui ne dispose pas d'installations spécifiques pour la jeunesse et qui offre aux jeunes la possibilité de se réunir, de jouer à des jeux et de participer à des activités créatives. JugendMobil (niveau 1) peut être un point de départ pour le processus de participation et d'expression publique.

En Slovénie, la municipalité d'Idrija a adopté une stratégie pour la jeunesse qui permet aux jeunes de s'exprimer avec force sur la manière dont ils souhaitent voir le développement futur de la ville. Au cours du premier semestre 2015, la collecte de données, les analyses statistiques, l'examen de documents, 15 entretiens semi-structurés avec des représentants de toutes les organisations de jeunesse et des organisations pour les jeunes, et une enquête en ligne avec près de 300 répondants ont été conclus afin d'obtenir un aperçu de la position des jeunes de la municipalité. Après l'analyse approfondie des résultats, trois défis stratégiques (emploi, logement, participation) ont été identifiés et sélectionnés pour cette stratégie. Classée au niveau 4 sur l'échelle de gouvernance de GaYA, l'initiative a réussi à impliquer les jeunes de la montagne dans le processus de décision.

**LEVEL 1:
LISTENING
TO YOUNG
PEOPLE**

**LEVEL 2:
SUPPORTING
EXPRESSIONS
OF YOUNG
PEOPLE'S
VIEWS**

**LEVEL 3:
TAKING INTO
ACCOUNT
THE VIEWS
OF YOUNG
PEOPLE**

**LEVEL 4:
INVOLVEMENT
IN MAKING
DECISIONS**

**LEVEL 5:
SHARING
POWER AND
RESPONSIBILITIES**

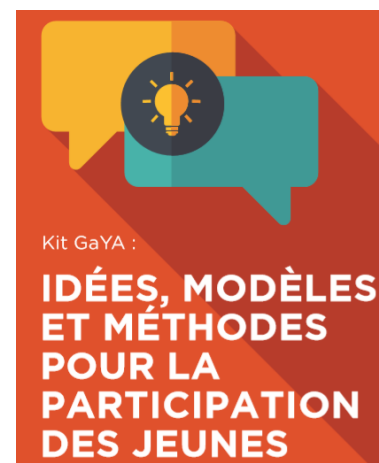
Un guide pour découvrir et tester des méthodes de gouvernance participative

La transformation de la gouvernance, au niveau municipal ou régional, exige de rompre avec les idées préconçues sur les jeunes et d'être prêt à remettre en question ses propres pratiques politiques. Attirer les jeunes générations dans la vie publique implique d'utiliser des modèles participatifs alternatifs pour éviter la bureaucratisation des décisions.

La boîte à outils vous guide à travers les différentes étapes et interrogations vers une gouvernance plus inclusive. Êtes-vous prêt à aider les jeunes à exprimer leurs opinions ? Existe-t-il une procédure permettant aux jeunes de participer aux processus décisionnels ? Êtes-vous prêt à partager une partie de votre pouvoir d'adulte et d'élu avec les jeunes ? Il s'agit là des principales étapes permettant aux décideurs politiques de remettre en question leurs processus décisionnels.

Si vous êtes ouvert au changement, la boîte à outils propose également un large éventail de méthodes à mettre en œuvre, en fonction des objectifs en termes de cocréation et du temps et des ressources disponibles. Les journées d'information, par exemple, peuvent être un excellent outil pour se faire une idée des aspirations des jeunes de votre comté, mais des techniques telles que les Hackathons et les Living Labs seraient beaucoup plus appropriées pour concevoir des politiques.

Crédits GaYA



14 étapes pour les élus locaux pour améliorer la participation des jeunes dans les zones de montagne

Etape 1 : définissez vos objectifs et les résultats désirés

Etape 2 : précisez dans quelle procédure de décision vous voulez impliquer les jeunes

Etape 3 & 4 : définissez ce qui peut être influencé et jusqu'où vous accepterez un changement

Etape 5 : déterminez quelles catégories de jeunes vous voulez impliquer selon vos objectifs

Etape 6 & 7 : demandez-vous pourquoi ce groupe particulier serait motivé pour participer à une décision publique

Etape 8 : sélectionnez un modèle participatif en réfléchissant à vos préférences et à celles du groupe cible, voyez grand !

Etape 9 : définissez le format de la participation (retours formels, échanges à l'oral etc.)

Etape 10 : résumez toutes les précédentes étapes pour formuler un processus de participation clair. Définissez les étapes et moments clés.

Etape 11 & 12 : allouez les ressources humaines et financières pour votre projet, en gardant à l'esprit le profil de votre groupe. Formez votre équipe et structurez votre travail selon les compétences de vos propres services.

Etape 13 : pensez aux risques et anticipez les moyens de les surmonter. Plus vous listez de risques, plus vous serez mieux préparé.


Etape 14 : mesurez le succès et évaluez les améliorations possibles

Plus d'informations

Vous pouvez également trouver plus d'inspiration sur la gouvernance intégrée en zones de montagne dans le [rapport](#) de l'atelier éponyme organisé par Euromontana lors du 4^{ème} Parlement Rural Européen en novembre 2019.



Aspect innovant

A simple illustration of a hand holding a glowing yellow lightbulb with rays emanating from it, symbolizing an idea or innovation.

GaYA a réussi à mettre à la disposition des élus de montagne un guide complet. Il peut être utilisé à la fois pour combattre les préjugés sur la jeunesse et les décisions publiques et pour s'inspirer des initiatives existantes. La véritable valeur ajoutée de la boîte à outils est l'orientation étape par étape fournie aux décideurs politiques ainsi qu'aux autorités locales et régionales. Pédagogique mais très complète, cette boîte à outils vous donne toutes les clés pour tester de nouveaux modèles participatifs, impliquer les jeunes dans la vie publique en montagne et rendre votre territoire vivant et attractif.



Crédits Sarantaporo.gr

Sarantaporo community network: a social innovation to connect people

En 2010, un groupe de jeunes à Sarantaporo (Grèce centrale, près de la montagne de l'Olympe) a décidé d'agir pour développer la connectivité dans leur village, où les opérateurs de télécommunications n'avaient trouvé aucun intérêt et aucune viabilité à investir dans des infrastructures. Dans cette région, située à une heure de route de la ville la plus proche de Larisa, Sarantaporo.gr est apparu comme une innovation sociale qui s'est appuyée sur le savoir collectif pour fournir un réseau Internet résilient.

Fournir l'Internet à haut débit aux villages de montagne isolés

Avec un objectif, apporter l'accès à Internet à Sarantaporo, mais sans compétences spécifiques, les porteurs de l'initiative ont cherché de l'inspiration dans d'autres régions et ont entendu parler des réseaux communautaires (accès à Internet installé et géré par et pour les communautés locales). Grâce aux informations disponibles et aux conseils fournis par des experts, la communauté a réussi à construire un réseau communautaire sans fil pour le village. Une ligne sans fil de 1 Gbit a été transférée de l'université de Thessalie à Sarantaporo. [Le réseau de base](#) repose donc sur les nœuds installés à travers les montagnes, reliant Sarantaporo au réseau de l'université, et sur les nœuds installés dans le village, fournissant l'accès à Internet aux habitants dans un rayon de 1 km autour de chaque nœud.

L'Université des Sciences Appliquées de Thessalie fournit une connexion gratuite au réseau communautaire. L'Université s'est engagée à soutenir les communautés locales non connectées dans un accord signé avec Sarantaporo.gr. Le débit moyen de l'internet est de 100 Mbps et atteint son maximum à 150 Mbps - ce qui est un très bon niveau de connexion (en 2018, 57,2 % de la population totale de l'UE avait un accès internet d'au moins 100 Mbps mais seulement 0,4 % des ménages en Grèce, selon [l'étude de la Commission européenne sur la couverture du haut débit en Europe 2018](#)).

Les communautés voisines ont été témoins du succès de l'initiative à Sarantaporo et se sont intéressées aux réseaux communautaires. De 2010 à 2013, Sarantaporo.gr a aidé 15 villages de la province d'Elassona à développer l'accès à Internet sur leur territoire. L'Internet est désormais accessible à 3 500 habitants - un chiffre qui peut aller jusqu'à 10 000 en été. En 2013, le groupe de bénévoles a décidé d'institutionnaliser son innovation sociale et a créé l'organisation à but non lucratif [Sarantaporo.gr](#).



Crédits Sarantaporo.gr

Autonomiser les communautés locales grâce aux compétences numériques

Mais que signifierait l'accès au numérique sans compétences digitales ? Les membres de Sarantaporo.gr ont rapidement compris qu'il ne suffisait pas de fournir un accès à Internet aux villages isolés si les communautés locales ne disposaient pas de compétences numériques suffisantes. L'association a donc décidé d'organiser des ateliers de formation. Ces sessions visaient à améliorer la culture numérique des communautés locales, à apprendre comment utiliser les services publics en ligne de manière sécurisée ou à enseigner aux gens la protection des données personnelles.

L'utilisation individuelle d'Internet n'est toutefois qu'une dimension de l'action menée par Sarantaporo.gr. L'initiative ne vise pas seulement à apporter une connexion et les principales compétences aux habitants de villages éloignés, mais aussi à construire un réseau pour et par les communautés locales en s'appuyant sur leur capacité à apprendre et à innover collectivement. L'association a donc également organisé des formations pour mieux comprendre le fonctionnement

EN SAVOIR +



du réseau communautaire, bien au-delà du niveau moyen de compréhension d'un simple consommateur. Chaque nouveau nœud de couche d'accès est installé chez un résident local. Cette personne devient ainsi "gardienne" de l'équipement et doit apprendre à l'entretenir. Pour ce faire, Sarantaporo.gr organise des formations mais a également créé un outil de messagerie instantané pour que les personnes puissent échanger leurs problèmes et leurs connaissances. Cette approche permet de donner aux utilisateurs finaux la capacité d'utiliser et d'étendre la connectivité, mais aussi de réduire considérablement les coûts de maintenance et de garantir la résilience de la communauté.

Améliorer la qualité de vie et l'attractivité

Le développement de la connectivité dans les zones montagneuses isolées améliore la qualité de vie des communautés locales à de nombreux égards : il permet aux nouvelles innovations en matière de santé de fonctionner et aux personnes âgées d'utiliser des appareils de santé sans fil, ouvre de nouveaux débouchés commerciaux aux agriculteurs qui peuvent ainsi promouvoir et vendre leurs produits en ligne, rend possible le télétravail et encourage l'installation de nouvelles entreprises et soutient les étudiants dans leur travail.

Les avantages de la connectivité prennent donc différentes dimensions, qui contribuent toutes à réduire la fracture numérique, à accroître l'égalité et la cohésion entre les territoires et à maintenir l'attractivité des villages de montagne.

Ressources

Le coût total du projet s'élève à 156.000 euros (sans estimation du travail bénévole). L'initiative a été soutenue par des fonds de l'UE, avec 92 000 euros provenant du projet FP7 [CONFINE](#) (Community Networks Testbed for the Future Internet), dont Sarantaporo.gr a été partenaire. [FP7 2007-2013](#) était le 7ème Programme-Cadre pour la Recherche et de Développement Technologique et visait à développer la technologie pour améliorer la compétitivité.

Sarantaporo.gr a également reçu le soutien de la Greek Free / Open Source Society, une organisation grecque de promotion des technologies qui a fait don de matériel et a contribué à la diffusion des résultats de l'initiative. L'organisation internationale Internet Society a également apporté un financement via son programme "Beyond the Net", qui a aidé Sarantaporo.gr à renouveler le matériel.

[Sarantaporo.gr](#) a également remporté le Prix Européen du Haut Débit 2019. Pour d'autres exemples d'innovation sociale dans les zones rurales marginalisées, veuillez consulter le site de [SIMRA](#).



Aspect innovant

L'initiative Sarantaporo.gr combine une triple approche. Elle déploie et assure la maintenance du réseau dans les villages de montagne éloignés. Elle forme les communautés locales à l'utilisation de la technologie et l'entretien de la structure du réseau. Elle connecte les habitants et établit des relations solides dans les communautés qui partagent un même besoin. Sarantaporo.gr est une réelle innovation sociale en ce que l'initiative a rassemblé des personnes ayant le même problème et a réussi à apporter collectivement une solution pour le bien-être de 15 villages grâce à la mobilisation de la société civile.





Flugs : voitures électriques partagées pour un transport peu coûteux et durable

Flugs e-carsharing est une offre de mobilité à la carte dans le Tyrol de l'Est, en Autriche. Maintenu et étendu après une phase pilote en 2015, Flugs permet aux populations locales et aux touristes de louer une voiture électrique pour se déplacer dans l'ensemble des Alpes.

Offrir une solution de mobilité partagée, électrique et bon marché

Le système de voitures électrique en libre accès [Flugs](#) a été développé pour la première fois dans la petite ville de Lienz, en Autriche, en 2015, pour offrir une solution de mobilité durable, flexible et abordable dans la région, en plus des transports publics municipaux et régionaux. Le développement de Flugs répond à différents objectifs :

EN SAVOIR +



- Encourager la mobilité partagée entre les résidents locaux en mettant l'accent sur le "partage plutôt que la propriété". Il s'agit par exemple de montrer qu'il est possible de remplacer la deuxième voiture de certains ménages si un système de mobilité partagée bon marché et flexible est mis à leur disposition. La fondation allemande Stiftung Warentest a par exemple calculé que, pour 5 000 km par an, le partage d'une voiture coûte 138 euros par mois, contre 206 euros pour une voiture personnelle.
- Renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines en améliorant les schémas de mobilité tout en réduisant la dépendance à l'égard des voitures privées.
- Offrir aux touristes des moyens de transport durables, abordables et flexibles jusqu'au dernier kilomètre.

Un système souple et abordable pour tous les utilisateurs

Il y a 11 stations dans le Tyrol de l'Est où les usagers peuvent récupérer et rendre leur voiture Flugs. Les stations sont situées à la fois dans des zones urbanisées, comme la ville de Lienz, et dans des zones rurales, comme dans les villages d'Innervillgraten (900 habitants) et d'Obertilliach (600 habitants).

Les utilisateurs peuvent facilement louer une voiture en ligne et il existe deux tarifs de réservation, afin de mieux répondre aux besoins des communautés locales et des touristes. Les utilisateurs réguliers peuvent payer une cotisation mensuelle de 4,90 € et louer une voiture à partir de 2 € par heure, tandis que les utilisateurs occasionnels peuvent louer une voiture à partir de 4 € par heure. Des tarifs moins élevés sont également proposés pour les heures de location de nuit. Il n'y a pas de limite de kilométrage pour les utilisateurs et les conducteurs peuvent également traverser les frontières, même s'ils doivent rendre la voiture dans l'une des 11 stations du Tyrol de l'Est. Flugs fournit également aux utilisateurs une carte des points de recharge disponibles pour les voitures électriques.



Crédits Flugs

En 2019, 11 voitures étaient disponibles à la location et Flugs comptait environ 60 utilisateurs réguliers dans la région.

Ressources

Les frais engagés pour la mise en œuvre du système de partage de voitures se sont élevés à 6 300 euros, comprenant l'installation des bornes électriques, le flochage des voitures et la création du système de prépaiement en ligne. Les coûts opérationnels mensuels, pour l'entretien du parc automobile, s'élèvent à environ 530 € par voiture.

L'initiative a été lancée par l'association locale "Energy Impulse East Tyrol", qui travaille à l'amélioration de la qualité de vie dans le Tyrol de l'Est. La Société de Gestion Régionale du Tyrol de l'Est ainsi que le Gouvernement régional du Tyrol ont ensuite également soutenu le projet. Flugs a été financièrement soutenu par un programme d'État favorisant la mise en place de terminaux électriques. Le Gouvernement régional du Tyrol a également soutenu le projet en accordant une subvention de 3 000 € à chaque municipalité partenaire de l'autopartage.



Crédits Flugs



Aspect innovant

Si les dispositifs de location de voitures électriques se multiplient dans les villes européennes, Flugs couvre toute la région, y compris les zones rurales montagneuses. Il offre des services adaptés aux besoins des différents profils d'utilisateurs et constitue une option de transport durable accessible dans la région alpine. Un tel modèle est facilement transposable dans d'autres régions montagneuses.



Rørosrein : un goût de tradition et de diversification

Environ 30 000 rennes sauvages sont dénombrés en Norvège. Les environs naturels de Røros sont la zone historique d'élevage des rennes. Dans le centre nord de la Norvège, entre Trondheim et Elga, 26 familles élèvent plus de 13 000 rennes domestiques. Dans la région de Røros, une petite ville de 5 600 habitants située dans le comté de Trøndelag, au centre de la Norvège, les producteurs de Rørosrein appartiennent à la population Sami et entendent préserver leurs coutumes tout en diversifiant leurs activités pour sécuriser leurs revenus.

Des techniques d'élevage entre tradition et innovation

EN SAVOIR +

La population indigène Sami s'est installée en Scandinavie il y a 11.000 ans. Les Sami étaient des nomades vivant de la chasse. Progressivement, ils ont commencé à apprivoiser les rennes pour manger leur viande et boire leur lait, mais aussi pour utiliser leurs fourrures et leurs cornes pour fabriquer des objets artisanaux.

Les producteurs de Rørosrein préservent la tradition. Les rennes se déplacent continuellement dans cette région montagneuse et se mêlent aux autres troupeaux. Pour identifier leurs animaux, les producteurs utilisent les méthodes traditionnelles de la population Sami : au lieu de les marquer avec des marques auriculaires classiques, ils les marquent avec une entaille dans l'oreille d'une forme spécifique. Chaque famille possède sa propre marque, qui peut être héritée des ancêtres, et plus de 200 entailles différentes existent dans la région.

Toutefois, les producteurs de Rørosrein utilisent également des dispositifs de suivi par GPS pour surveiller une partie de leurs animaux afin de prévenir les attaques contre le bétail, puisqu'ils ont perdu 70 faons en 2016. Dans cette vaste région, les rennes cohabitent avec les lynx, les loups, les carcajous, les aigles royaux et les ours.

De la vente directe et des circuits courts

Les producteurs de Rørosrein travaillent avec un abattoir local de la région et pratiquent la vente directe. Ils possèdent un petit magasin à Røros, où les clients peuvent acheter une large gamme de viandes de renne fraîches et séchées tous les samedis.

Leurs produits peuvent également être trouvés chez Rørosmat, une coopérative locale située dans le centre de Røros. Le magasin propose des produits de haute qualité provenant de 26 producteurs de la région. Rørosrein fixe directement un prix avec la coopérative pour ses produits à base de rennes.

En outre, les producteurs de Rørosrein gèrent un petit restaurant traditionnel à Røros, à côté du magasin où ils vendent leurs produits. Dans ce gâetie traditionnel (habitation Sami), les clients sont invités à déguster des produits de Rørosrein et de Rørosmat. Avec des assiettes de 14 à 35 euros, les producteurs vous guident à la découverte de la charcuterie de renne, de la langue fumée, de la saucisse, des champignons, des soupes et des baies locales.

Crédits Rørosrein





Crédits Rørosrein



Crédits Rørosrein

Enfin, les producteurs souhaitent préserver les traditions Sami en faisant de l'artisanat. Chaque année, la famille abat une dizaine de rennes à la ferme pour pouvoir conserver les fourrures et les cornes. La vente de la viande de renne ne génère en effet pas suffisamment de revenus pour que les éleveurs puissent en vivre. La vente de ces produits traditionnels leur permet donc de diversifier leurs revenus.

Des activités touristiques insolites

La famille également tire également profit des possibilités touristiques de la région. A partir de mi-février, ils proposent des tours de traîneau de 2 heures avec 13 rennes mâles domestiqués, entraînés pendant 2 ans et renvoyés dans les montagnes à la fin de l'hiver.

Si vous voulez en savoir plus sur l'élevage des rennes, les producteurs peuvent également vous faire visiter la région, vous expliquer les techniques Sami et même vous apprendre à lancer un lasso sur les bois.

Dans leur habitation de Røros, ils peuvent également vous faire découvrir les traditions Sami en images lors d'une conférence chaleureuse, tout en vous faisant déguster leurs produits.



Crédits Rørosrein



Aspect innovant

Les producteurs de Rørosrein préservent des traditions de longue date et les techniques Sami avec leur troupeau de rennes. Ils ont construit une chaîne de valeur locale permettant aux populations locales et aux touristes d'acheter leurs produits. Ils ont développé une stratégie de diversification durable basée à la fois sur l'alimentation, l'artisanat et les activités traditionnelles, et ont tiré bénéfice des opportunités touristiques tout en préservant leur savoir ancestral.



Mon Lait : qualité, durabilité et revenu équitable dans le même verre de lait

Mont Lait est une marque de producteurs de produits laitiers française qui bénéficie de la Mention de Qualité Facultative de l'UE « produit de montagne ». Mont Lait a su tirer profit de cette mention pour maintenir la valeur ajoutée dans les zones de montagne et la redistribuer aux producteurs tout en sensibilisant à l'importance de maintenir l'agriculture de montagne.

Des produits laitiers de qualité et durables

Dans le Massif central, l'agriculture est dominée par l'élevage. Le lait de vache représente 20% de la production agricole de la région et 94% de celle-ci provient des montagnes. Etant la plus grande zone de production laitière des montagnes françaises, il est d'autant plus important que le Massif central valorise l'origine de sa production.

EN SAVOIR +



Mon Lait est une marque de producteurs qui bénéficie de la Mention de Qualité Facultative « produit de montagne ». Cela signifie que les produits laitiers proviennent exclusivement d'exploitations situées en zone de montagne et de vaches nourries avec au moins 60% de fourrage de montagne. Les entreprises de transformation impliquées dans la chaîne de valeur des produits du Mon Lait sont également situées dans le Massif central. De la matière première aux produits finis, les consommateurs sont donc assurés de consommer des produits laitiers fabriqués localement.

La qualité fait partie de la communication de Mont Lait, qui sensibilise le grand public aux bienfaits, mais aussi aux difficultés, du maintien de cette filière en montagne, tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs. Mont Lait promeut par exemple la qualité supérieure du lait de montagne, plus riche en oméga 3 et oméga 6 comme le démontre [l'étude](#) sur le lait de montagne de 2018 de l'Institut National de la Recherche Agronomique.

Mon Lait veut même aller plus loin. D'ici janvier 2021, les producteurs veulent clarifier le cahier des charges afin de garantir qu'au moins 70% de l'alimentation des troupeaux laitiers soit constituée d'herbe, que 80 % de la surface fourragère de l'exploitation soit en herbe et de rendre obligatoire le pâturage en plein air pour les vaches laitières (avec un minimum de 20 acres de pâturage par vache pendant la saison allant du 1er mars au 31 octobre).

Un revenu équitable pour les agriculteurs et les transformateurs de montagne

En 2010, un groupe d'agriculteurs du Massif central a créé l'Association des Producteurs de Lait de Montagne (APLM), propriétaire de la marque Mont Lait, une marque 100% producteur. L'association a réussi à développer un partenariat équilibré entre producteurs et transformateurs pour proposer des produits fabriqués en zone de montagne, tout au long de la chaîne de valeur.



Crédits Mon Lait

Grâce à la valeur ajoutée créée par la Mention de Qualité Facultative « produits de montagne », l'APLM gère la redistribution financière aux différents acteurs de la filière :

- 0,10 € par litre de lait vendu sont collectés. Sur cette valeur ajoutée, l'APLM reverse 0,03 € par litre aux entreprises qui fabriquent les produits du Mont Lait, en compensation des coûts supplémentaires de collecte en montagne
- Chaque barquette (400 grammes) de fromage à raclette Mont Lait vendu génère 0,36 € au profit de l'Association des Producteurs de Lait de Montagne
- Chaque plaquette (250 grammes) de beurre du Mont Lait vendu génère 0,55 € au profit de l'Association des Producteurs de Lait de Montagne

L'approche Mont Lait soutient donc l'ensemble de la filière laitière de montagne et assure des revenus équitables aux agriculteurs et aux transformateurs de montagne.



Crédits Mon Lait

Des bénéfices variés pour les zones de montagne

Bénéfices socio-économiques : le secteur agroalimentaire représente une part importante des emplois dans le Massif central, bien au-dessus de la moyenne nationale. On estime qu'une exploitation de 100 hectares fait vivre en moyenne 2,5 actifs (agriculteurs ou salariés agricoles) et génère l'équivalent de 2,7 emplois indirects à temps plein, tels que les salariés des entreprises de transformation, de transport, de commercialisation et de distribution de produits agroalimentaires. Le maintien d'une production locale contribue donc à la dynamique économique de la région. Indirectement, le maintien d'une population active locale a également des effets positifs sur le développement rural et la cohésion, avec une augmentation des services fournis.

Avantages environnementaux : l'élevage joue un rôle essentiel dans la fourniture d'un certain nombre de services écosystémiques, tels que la production d'aliments de haute qualité, la préservation des paysages, le maintien de la biodiversité etc. Grâce au pâturage, les troupeaux maintiennent des environnements ouverts qui favorisent une biodiversité remarquable d'espèces végétales et animales et rendent possibles des activités durables en plein air.

Pour plus d'informations

Si vous souhaitez découvrir plus d'exemples inspirants de producteurs et d'opérateurs de montagne utilisant la mention « produit de montagne » et en savoir plus sur l'utilisation de cette mention dans l'UE, vous pouvez lire l'étude d'Euromontana de 2020 « [Mise en œuvre de la Mention de Qualité Facultative « produit de montagne » : quelle est la situation dans les différents Etats Membres ?](#) ».



Aspect innovant

Mon Lait ne fonde pas seulement sa communication sur la proximité des producteurs, mais explique également pourquoi l'agriculture de montagne est importante pour le système socio-écologique et pourquoi il est essentiel de la maintenir. Par le biais de l'association, Mon Lait a développé une relation équitable avec les transformateurs et les producteurs.



Crédits La Exclusiva

Un service de livraison au village pour la population rurale vieillissante

L'Espagne est l'un des pays européens où la proportion de personnes âgées de 80 ans et plus est la plus élevée, avec 6 % de la population appartenant à cette tranche d'âge (Eurostat, 2016, [données sur l'espérance de vie](#)). En outre, la plupart des personnes âgées en Espagne vivent dans des zones rurales montagneuses, 17 % de la population rurale ayant plus de 65 ans (Eurostat, 2015, « [Les citoyens de l'UE : qui sommes-nous et comment vivons-nous ?](#) ») Le manque de services et d'offres de transport dans ces régions constitue une difficulté majeure pour les personnes âgées qui souhaitent accéder aux biens et aux services dans leur quotidien. La PME du secteur de l'économie sociale La Exclusiva vise à inverser cette tendance en offrant une meilleure prestation de services à la population vieillissante des provinces de Soria et de Burgos, membres d'Euromontana.

EN SAVOIR +

Des services de livraison à domicile pour améliorer la qualité de vie de la population vieillissante

En mai 2013, Victoria Tortosa - fondatrice de [La Exclusiva](#) - a eu l'idée de développer une entreprise qui améliorerait la qualité de vie des personnes âgées en leur fournissant des produits de première nécessité à domicile. Trois mois plus tard, « La Exclusiva » est née et un réseau de 5 routes dans la province a été conçu, desservant 24 villages où une forte demande de services de livraison à domicile a été identifiée.

Dans ces zones, La Exclusiva propose la livraison à domicile d'une large gamme de produits. Tout a commencé avec les aliments, mais le succès de l'initiative a conduit Victoria et son associé Hugo à étendre leurs services. Aujourd'hui, ils livrent non seulement des aliments et des articles de première nécessité mais aussi des journaux, des appareils électroniques et des médicaments, et ils aident les personnes âgées à lire leurs factures d'électricité.

Quels sont les facteurs clés du succès ?

Une bonne couverture géographique : il existe un itinéraire pour chaque jour de la semaine dans la province de Soria. Partant de la collecte des produits dans la capitale de la Province, certains itinéraires couvrent ensuite plus de 40 villages en une journée. En 2017, après avoir étendu ses itinéraires et ses services dans sa zone pilote de la province de Soria, La Exclusiva a étendu ses activités à la province de Burgos - une province couverte à 27% par des zones rurales et accueillant plus de 82.000 adultes de plus de 65 ans.

Pas de coûts supplémentaires : La Exclusiva a négocié les prix des produits avec 5 fournisseurs, parmi lesquels les supermarchés Leclerc par exemple. Il n'y a donc pas de coûts supplémentaires pour les utilisateurs. Chaque village reçoit une boîte aux lettres dédiée au service, où chaque semaine le livreur dépose des dépliants faisant la promotion des produits disponibles.

Un service facile à utiliser : afin de faciliter le processus et de respecter les habitudes des personnes âgées, il existe 5 façons de passer une commande :

- En listant les produits souhaités sur un papier pour le livreur,
- En listant les produits souhaités sur un papier et en le déposant dans la boîte prévue à cet effet dans le village,
- En téléphonant

- En commandant via le site Internet de La Exclusiva
- En envoyant un email

Une livraison gratuite : en plus des prix négociés des produits, les supermarchés et les fournisseurs partenaires couvrent les coûts du service. Chaque semaine, les personnes âgées reçoivent gratuitement des livraisons à domicile.

Un système fiable : un logiciel spécifique a été conçu pour centraliser toutes les commandes et rationaliser le parcours de livraison. Il peut enregistrer les commandes jusqu'à 48 heures avant le jour de livraison. Il est également fiable pour les fournisseurs, qui reçoivent toujours les commandes 24 heures avant les jours de livraison, via le même logiciel.

Bénéfices sociaux des services de La Exclusiva pour la population vieillissante des zones montagneuses

Plus de 400 personnes âgées bénéficient déjà du service de livraison proposé par La Exclusiva. Dans ces provinces rurales, où certaines habitations sont éloignées, La Exclusiva a réussi à réintroduire l'interaction sociale entre les personnes et à améliorer la qualité de vie de la population vieillissante.



Crédits La Exclusiva

Les bénéfices du service de livraison vont même au-delà de la fourniture de produits de base. En effet, 60% des bénéficiaires ont déclaré avoir modifié leurs habitudes alimentaires, grâce au large panel de produits disponibles. L'initiative peut également contribuer à lutter contre le dépeuplement, en encourageant les personnes âgées à rester chez elles dans les zones rurales où elles peuvent être autonomes. Une personne âgée est même retournée dans son village, après un an passé dans une maison de retraite, et deux autres clients ont décidé de rester chez eux également. La Exclusiva semble donc également contribuer à la lutte contre la dépopulation dans ces territoires. De plus, la PME a généré un cercle vertueux en créant 5 emplois dans la seule province de Soria, dans le secteur prometteur de la Silver Economie.

Plus d'informations

Pour plus d'informations sur La Exclusiva et sur d'autres initiatives du secteur Silver Economie dans les zones rurales et montagneuses, vous pouvez consulter le projet Interreg Europe [SILVER SMEs](#) et regarder [l'interview de Victoria Tortosa](#), fondatrice de La Exclusiva.



Aspect innovant

La Exclusiva a construit un important réseau de routes couvrant les villages ruraux de ce territoire montagneux. La qualité, la gratuité et la facilité de la livraison sont des éléments clés pour établir une bonne relation avec la population vieillissante.





Un hôpital transfrontalier pour pallier le manque de soins médicaux dans les Pyrénées

L'Hôpital GECT de Cerdagne est le premier hôpital transfrontalier en Europe. Situé dans la municipalité de Puigcerdà, Espagne, à quelques mètres de la frontière française, il a pour but de fournir des services de santé des deux côtés de la frontière franco-espagnole dans une zone montagneuse où les habitants devaient auparavant conduire 1h30 pour atteindre l'hôpital le plus proche à Perpignan, en France.

Un hôpital commun pour un désert médical transfrontalier

Environ 33.000 personnes vivent à l'année dans la vallée de la Cerdagne, dans les Pyrénées - un chiffre qui peut être multiplié par quatre en hiver avec l'arrivée des touristes pendant la saison du ski. Le manque d'accès aux soins dans cette zone montagneuse a conduit en 2003 les Ministères de la Santé catalan et français à envisager la construction d'un hôpital transfrontalier et à formaliser la création du Groupement Européen de Coopération Territoriale - Hôpital de Cerdagne en 2010.

La vallée de la Cerdagne espagnole et la région française du Capcir, sont de véritables déserts médicaux avec très peu de services de santé accessibles pour la population locale, à l'exception des médecins de famille ruraux. Aujourd'hui, la zone de compétence de l'hôpital de Cerdagne s'étend sur 1340 km² et comprend 53 communes au total, dont 17 dans la vallée de la Cerdagne et 36 dans la région du Capcir. L'objectif de cet hôpital transfrontalier est d'optimiser la gestion des ressources catalanes et françaises afin d'améliorer les soins offerts aux communautés locales avec un modèle innovant : l'hôpital de Cerdagne offre une assistance médicale à toute sa population, basée non pas sur des frontières administratives mais sur des critères de proximité géographique. Un résident français n'a donc plus besoin de se rendre à l'hôpital de Perpignan et peut accéder aux soins médicaux du côté espagnol à Cerdagne.

L'hôpital transfrontalier offre en particulier des soins d'urgence et obstétricaux, qui sont souvent les besoins les plus urgents mais ne pouvaient avant être pris en charge qu'à plus de 100km de là. Il dispose de 68 lits pour les patients en court séjour et est également équipé d'installations importantes telles qu'une IRM et un scanner, particulièrement utiles pendant la saison du ski.



Crédits Hôpital GECT de Cerdagne

Différentes langues, cultures et pratiques médicales

À la réception, le multilinguisme est obligatoire afin de communiquer avec les patients et le personnel en français, en espagnol et en catalan. La proportion d'espagnol dans le personnel est d'environ 60 %, et 40 % sont francophones. Le personnel soignant est donc affecté dans les différents services dans ces mêmes proportions afin d'assurer un équilibre des langues et, une particularité de l'hôpital de Cerdagne, les infirmiers travaillent toujours en binôme pour éviter tout problème linguistique.

EN SAVOIR +



À la pharmacie de l'hôpital, le nom international des molécules est utilisé. Bien sûr, les pratiques médicales peuvent varier d'un pays à l'autre, c'est pourquoi on prend davantage de précautions à Cerdagne. « Dans le domaine de la recherche, il y a une controverse sur le nombre d'échographies ou de tests de toxoplasmose à effectuer. En France, on fait une toxoplasmose supplémentaire, en Catalogne, on fait une échographie supplémentaire. Alors, à l'hôpital de Cerdagne, toutes les femmes passent une échographie et une toxoplasmose en plus », explique Enric Subirats, médecin espagnol.

Ressources et gouvernance partagées

L'hôpital a été construit entre 2003 et 2013 et a été officiellement ouvert en septembre 2014. Afin de promouvoir la coopération entre les pays de l'Union, l'UE, par le [règlement \(CE\) n° 1082/2006](#), a créé le cadre juridique du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Le GECT est donc devenu la seule structure adéquate pour mener à bien ce projet et le GECT Hôpital de Cerdagne a été créé en 2010 pour fixer les objectifs, la gouvernance et le financement de l'hôpital.

Le coût total de la construction de l'hôpital de Cerdagne s'élève à 31 000 000 € et a été soutenu par le programme [Interreg POCTEFA](#). La construction a été financée selon le schéma de répartition suivant :

Financement de la construction	
Fond Européen de Développement Régional (60%)	18 600 000 €
Auto-financement (40%) par les gouvernements :	12 400 000 €
<i>Catalogne (60%)</i>	7 440 000 €
<i>France (40%)</i>	4 960 000 €
Total	31 000 000 €

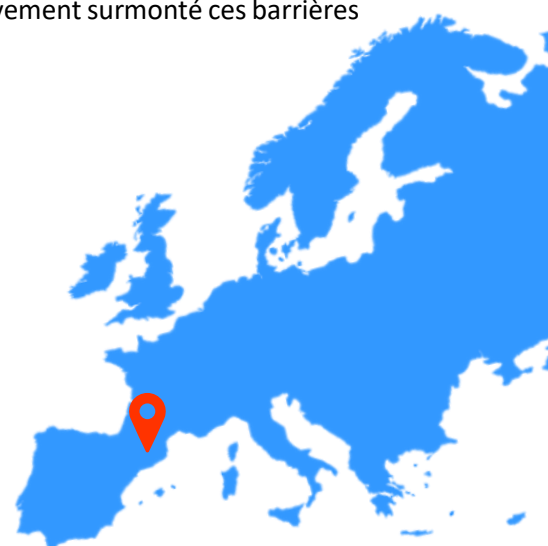
Depuis l'ouverture de l'hôpital, les coûts d'équipement et le budget annuel de fonctionnement sont cofinancés par la Catalogne (à 60 %) et la France (à 40 %). La gouvernance de l'hôpital repose sur son Conseil d'Administration, dont les membres viennent aussi des deux côtés de la frontière.

En 2016, l'hôpital de Cerdagne a remporté le prix « Construire une Europe sans frontières » lors de la réunion annuelle des Groupements Européens de Coopération Territoriale (GECT) qui s'est tenue au Comité européen des Régions. Pourtant, il est confronté à de nombreux obstacles dans son fonctionnement quotidien, par exemple en matière de contrats de travail ou d'assurance maladie du personnel. Des questions complexes liées à la présence de la frontière ont dû être traitées, comme celles des naissances (et de l'enregistrement des actes d'état civil) ou du rapatriement des corps de l'autre côté en cas de décès. Pourtant, l'hôpital de Cerdagne a progressivement surmonté ces barrières administratives et offre un véritable service de santé universel.



Aspect innovant

Cerdagne est le premier hôpital qui accueille des citoyens des deux côtés de la frontière en tant que patients et personnel. L'expérience montre que la coopération peut permettre de surmonter les problèmes administratifs.





Maternité Alpine : l'innovation sociale améliore les soins de santé en zones de montagne

En 2015, dans le canton de Berne, en Suisse, le service d'obstétrique de l'hôpital de Zweisimmen a été fermé. En réaction, la population locale (qui compte environ 3 000 habitants) a créé la même année une coopérative pour maintenir les services de soins obstétriques à l'échelon local. Deux ans plus tard, en 2017, cette action collective a conduit à l'ouverture de la Maternité Alpine de Zweisimmen.

Des soins de santé accessibles

La [coopérative « Maternité Alpine Simmental – Saanenland »](#) est née en juillet 2015 pour faire face au manque de services de soins obstétriques à Zweisimmen : 49 parties intéressées ont créé la coopérative, qui a ensuite réussi à ouvrir les locaux de la Maternité Alpine en janvier 2017. Aujourd'hui, la coopérative compte environ 340 membres, parmi lesquels des praticiens, des sages-femmes mais aussi des personnes extérieures au secteur de la santé désireuses de soutenir l'initiative ainsi qu'une douzaine de municipalités de la région Obersimmental-Saanenland. La coopérative fournit une entité juridique à la Maternité Alpine.

Les objectifs de la Maternité Alpine consistent à :

- Fournir des services obstétriques accessibles et sûrs au niveau local, à proximité du domicile des patientes, du début de la grossesse jusqu'à la fin de la période post-partum.
- Garantir un point de contact local à tout moment en cas d'urgence : la maternité est ouverte 24h/24h et 365 jours par an.
- Promouvoir la coopération avec les praticiens locaux, les sages-femmes indépendantes, les services de Spitex (services suisses de soins à domicile), les services d'urgence, les centres de conseil aux parents, etc.



Crédits Maternité Alpine

Financement

La maternité est financée par les cotisations des membres de la coopérative et par des dons. Toute personne physique ou morale peut devenir membre. Les personnes physiques doivent payer un droit d'entrée unique de 50CHF (environ 45€) et doivent acquérir un certificat d'actions de 200CHF (190€) au minimum. En plus du droit d'entrée, les personnes morales doivent acquérir un certificat d'actions de minimum 1000CHF (930€). Le capital de la coopérative correspond à la somme des parts sociales.

En outre, l'association Maternité Alpine Simmental - Saanenland a été créée en juillet 2018. L'association a pour but de collecter davantage de fonds pour les services de maternité pour maintenir l'offre d'accouchement naturel dans la région. Les membres de l'association organisent des événements dans tout le canton afin de promouvoir le modèle coopératif, de trouver de nouveaux membres et des fonds supplémentaires pour la maternité. L'adhésion à l'association coûte 50 CHF/an pour une personne physique, 80 CHF/an pour les couples/familles et 200 CHF/an pour les personnes morales. De plus, de nombreuses municipalités de la région ont fait de généreux dons à l'association.

Les cotisations des membres de la coopérative, ainsi que les cotisations et les dons versés à l'association couvrent le solde du déficit de fonctionnement de la Maternité Alpine.

EN SAVOIR +



Gouvernance de la coopérative

La coopérative de la Maternité Alpine est administrée par ses membres qui forment l'Assemblée Générale. Chaque membre de la coopérative dispose d'une voix au sein de l'Assemblée et peut participer à l'élection des représentants (Président et Conseil d'Administration). Ils peuvent également exprimer leur vote sur les rapports et comptes annuels, et sur les décisions concernant la gestion de la maternité.

« Innovation sociale : la reconfiguration des pratiques sociales, en réponse aux défis sociétaux, qui vise à améliorer les résultats sur le bien-être de la société et qui inclut nécessairement l'engagement des acteurs de la société civile. [SIMRA \(Innovation Sociale dans les Zones Rurales Marginalisées\)](#) »

Le Conseil d'Administration doit comprendre au moins 3 personnes physiques choisies parmi les membres de la coopérative, élues pour un mandat (renouvelable) de 2 ans. Les membres du Conseil d'Administration sont responsables de la gestion quotidienne de la coopérative et des décisions juridiques.

Résultats et futurs projets

Au cours de sa première année d'existence, 61 femmes ont accouché à la Maternité Alpine et jusqu'à 80 accouchements sont prévus chaque année. Au total, dans la région Obersimmental-Saanenland, 51% des accouchements naturels ont lieu à la Maternité Alpine et le reste dans les autres régions. Étant le seul service obstétrique de la région, la structure comble une lacune importante en termes d'accès aux services d'intérêt général. La demande s'étend même à l'échelle nationale avec des patientes venant du Pays-d'Enhaut et de la région lémanique.



Crédits Maternité Alpine

La Maternité Alpine étudie également les possibilités d'étendre ses services à l'avenir, en ouvrant une section pour les césariennes programmées en coopération avec l'hôpital de Zweisimmen. Dans ce cas, l'hôpital serait responsable des interventions chirurgicales tandis que la Maternité Alpine assurerait les soins post-partum. Même si, d'un point de vue économique, le projet proposé serait coûteux pour la Maternité Alpine, il permettrait de fournir des offres de soins supplémentaires aux femmes de la région, actuellement contraintes de se rendre à Frutigen ou à Thun pour accéder à ces services.

Aspect Innovant

L'ouverture d'une maternité améliore l'offre de services dans la région. L'engagement collectif de cette communauté locale pour faire face au manque de soins dans la région et le modèle de gouvernance de la coopérative en font une innovation sociale inspirante. Cependant, la viabilité économique de ce modèle, qui repose principalement sur le soutien et les dons individuels, devra être démontrée dans les années à venir.





Former les artisans à l'écotourisme : un atout pour le tourisme durable dans les Carpates

À une époque où le tourisme de masse s'intensifie et se concentre sur quelques villes et destinations en Europe, avec des impacts significatifs sur l'environnement mais aussi sur la vie des populations locales, il est crucial de promouvoir un tourisme plus responsable. Cela peut passer, d'une part, par la promotion d'autres pays et territoires en tant que destinations touristiques et, d'autre part, par l'encouragement à des pratiques touristiques plus respectueuses de l'environnement. Dans les Carpates, ces deux aspects ont été combinés dans des ateliers destinés aux artisans et aux petites entreprises afin de leur fournir les outils clés pour un tourisme attractif et durable dans les zones de montagne.

EN SAVOIR +

Comment construire des ateliers d'écotourisme pour les entrepreneurs de montagne ?

Formations exhaustives : du marketing territorial aux pratiques écotouristiques

En 2017, 4 ateliers d'écotourisme ont été organisés dans les Carpates, en Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque, pour former les artisans locaux et professionnels du tourisme rural à la mise en œuvre de pratiques durables. L'initiative visait à accroître la visibilité du tourisme rural et de l'écotourisme dans les zones de montagne.

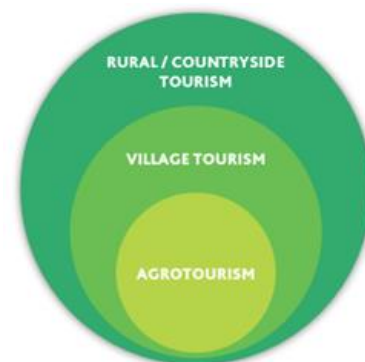
Pendant trois jours, les participants ont été initiés à différents aspects du tourisme par le biais de divers modules. Par exemple, ils ont appris les tendances actuelles du tourisme mondiale et la manière de mieux attirer les touristes dans les destinations rurales et montagneuses, loin des principales villes rêvées par les touristes, grâce à des pratiques touristiques alternatives telles que le tourisme rural, le tourisme actif et l'écotourisme. Ils ont également été formés à l'utilisation des réseaux sociaux et d'autres outils de marketing afin d'accroître la visibilité de leurs produits et services.

En outre, les participants ont assisté à un module spécifique sur l'écotourisme, où ils ont découvert diverses bonnes pratiques et discuté des liens avec d'autres pratiques touristiques telles que le tourisme rural. Ce module a également été l'occasion de réfléchir aux possibilités de promouvoir les produits locaux par l'écotourisme et de se concentrer sur les impacts positifs que ces pratiques peuvent avoir en termes de développement touristique dans les zones de montagne, de sensibilisation des touristes à l'environnement et de développement territorial de la région.

Parmi les points forts de ces ateliers : la formation de 3 jours s'est terminée par une session individuelle pour chaque participant afin de réfléchir sur ses objectifs et d'explorer les possibilités de développement avec des experts ; un suivi individualisé rendu possible par le format des ateliers avec une capacité maximale de 15 participants seulement. De plus, les participants ont reçu une attestation à la fin de l'atelier.

Ressources nécessaires

Les 4 ateliers ont été organisés dans le cadre du projet CARPATHIAN TOURISM (CooperAtion of touRism for building PATHways through developng HANdcraft workshops for tourist and rural TOURISM suppliers). Le projet a été financé par le Fonds international de Visegrad et par le Secrétariat de la Convention des Carpates (SCC) du Bureau de Vienne des Nations Unies pour l'Environnement. Il



Crédits Carpathian tourism

comprendait des associations et des offices de tourisme engagés dans la promotion du patrimoine culturel, avec un soutien stratégique supplémentaire de la Convention des Carpates et de la Fondation de l'Institut Ecologique pour le Développement Durable, par exemple.

Le projet a couvert les frais d'hébergement et les repas des participants aux 4 ateliers, soit environ 60 personnes au total. Cette bonne pratique est donc facilement transférable et adaptable aux défis et atouts du tourisme local.

Avantages des ateliers pour le développement du tourisme durable

Développer l'attractivité des Carpates

Il est important d'accroître la visibilité des Carpates auprès des touristes européens pour rééquilibrer les flux touristiques et favoriser une situation gagnant-gagnant pour les pays souffrant de surtourisme et les pays à peine considérés comme des destinations de vacances potentielles. Pourtant, le potentiel touristique ne manque pas : en matière de patrimoine, la Pologne compte 15 sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO alors que l'Autriche n'en compte que 9 (voir [Statistiques sur la culture - édition 2019](#)) ; l'attractivité repose donc sur la visibilité du patrimoine rural de montagne, comme les châteaux et les églises en bois.

Le tourisme, s'il est géré de manière durable, peut participer au rayonnement culturel des zones de montagne et à leur développement durable grâce à la promotion de produits de qualité tels que les aliments et l'artisanat de montagne, et de services touristiques spécifiques tels que le cyclisme de montagne ou l'observation de la faune et de la flore sauvages.

Une brochure pour élargir les connaissances sur l'écotourisme de montagne

Tricks, Tips and Ideas



Crédits Carpathian tourism

Afin d'élargir la diffusion du matériel de formation du projet, la brochure « [Comment attirer les touristes : manuel de l'écotourisme pour les entrepreneurs de l'artisanat rural et les acteurs du tourisme](#) » a également été publiée. Cet outil vise à partager le contenu des ateliers et fait figure de guide pratique pour d'autres entrepreneurs de tourisme rural dans les zones de montagne afin de mieux présenter leur territoire en tant que destination touristique ainsi que les produits et services de qualité qu'il peut offrir.

Grâce à cette brochure, les lecteurs peuvent en apprendre davantage sur la manière de communiquer sur les réseaux sociaux, d'adapter leur site web mais aussi sur la manière de mieux valoriser les atouts naturels, tels que la haute montagne et la faune et flore spécifique. Les entrepreneurs du tourisme de montagne peuvent également découvrir comment développer le tourisme actif, l'agrotourisme et l'écotourisme en fonction des besoins et des attentes des clients.

Plus d'informations

Vous pouvez trouver davantage d'inspiration sur le tourisme et le patrimoine culturel dans les zones de montagne dans les documents des [XIèmes Assises Européennes de la Montagne](#), organisées en 2018 à Vatra Dornei, en Roumanie, notamment dans le [livret de bonnes pratiques](#).

Aspect innovant

La formation des entrepreneurs locaux au marketing territorial a des répercussions directes sur l'attractivité du territoire. Ces ateliers contribuent à impliquer le secteur privé dans le développement de pratiques touristiques durables telles que le tourisme actif, rural et l'écotourisme.



Euromontana est l'association Européenne multisectorielle pour la coopération et le développement des territoires de montagne. Elle rassemble des organisations nationales et régionales de différents pays d'Europe : agences de développement régional, collectivités territoriales, organisations agricoles, agences environnementales, organisations forestières et instituts de recherche.

La mission d'Euromontana est de promouvoir des montagnes vivantes en œuvrant pour le développement global et durable et l'amélioration de la qualité de vie.

Pour ce faire, Euromontana facilite l'échange d'informations et d'expériences entre ces territoires à travers l'organisation de séminaires et de conférences, la réalisation et l'encadrement d'études et de projets européens et par une bonne collaboration avec les institutions européennes sur les problématiques liées à la montagne.

PLUS D'INFOS

www.euromontana.org

NOUS SUIVRE

